

## PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale  
de la cohésion sociale  
et de la protection des populations

Service protection et santé animales  
et installations classées  
pour la protection de l'environnement

### **ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE** **Mise à jour du classement administratif**

**Société SUEZ RV CENTRE EST**  
**Commune de CHAMBERY**

#### **LE PRÉFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

**VU** le code de l'environnement et notamment son livre I relatif aux dispositions communes et son article R. 181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées, et notamment la rubrique 3550 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2018 modifiant les conditions d'exploitation du site de Chambéry ;

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 9 août 2019, demandant la diminution du stock de déchets dangereux classé sous la rubrique 2718-1, et les compléments apportés par courrier du 29 janvier 2020 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 février 2020 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier du 4 mars 2020 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmises par courrier du 11 mars 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que le site n'est plus soumis à la directive "IED" en raison de la diminution du stock de déchets dangereux passant sous le seuil des 50 tonnes, défini à la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 suite à la demande de l'exploitant ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 est remplacé par ce qui suit :

Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation</b>	<b>Niveau présent sur le site</b>	<b>Régime</b>
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.	Déchets dangereux issus de déchetteries, de professionnels ou présents dans les bennes collectées en vrac : Quantité maximale susceptible d'être entreposée : <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>batteries : 25 t</b></li><li>- <b>piles : 1 t</b></li><li>- <b>aérosols et bouteilles de gaz: 2 t</b></li><li>- <b>tubes fluorescents, emballages et chiffons souillés, filtres à huile : 20 t</b></li></ul> <b>Total : 48 t</b>	A
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.	Surface maximale occupée par l'installation : 1891 m <sup>2</sup>	E
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Quantité maximale de déchets traités sur le site : cisaillage de ferrailles: 71 t/j	A

2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719	Volume maximal entreposé sur le site : 150 m <sup>3</sup>	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.	Quantités maximales présentes sur le site : papiers/cartons: 180 m <sup>3</sup> , plastiques, pneumatiques: 70 m <sup>3</sup> collecte sélective (papiers/cartons/plastiques) : 30 m <sup>3</sup> bois: 440 m <sup>3</sup> Total : 720 m <sup>3</sup>	D
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Quantités maximales présentes sur le site : déchets industriels banals en mélange en attente de tri et refus de tri: 250 m <sup>3</sup> encombrants: 30 m <sup>3</sup> déchets du BTP : 120 m <sup>3</sup> Total : 400 m <sup>3</sup>	DC
2710-2	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets.	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant strictement inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	NC
2710-1	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant strictement inférieure à 1 t	NC
1435	Station service interne à l'établissement	Volume annuel de carburant distribué : gas oil routier et non routier (GNR) : 298 m <sup>3</sup>	NC
2715	Installation de tri, transit, regroupement de déchets de verre	Volume maximal de déchets de verre sur le site : 10 m <sup>3</sup>	NC

4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gas oil, carburants de substitution pour les véhicules	Carburant : gas oil routier et non routier (GNR) Volume stocké : 55 m <sup>3</sup> Densité : 0,85 Tonnage présent : 46,75 t	NC
--------	--	--	----

A = Autorisation ; E = Enregistrement ; D = Déclaration ; DC = Déclaration avec contrôle périodique ; NC = non classé

## Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'auprès du Tribunal administratif de Grenoble :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

## Article 3 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de la commune de Chambéry, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire. Le maire de Chambéry fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDCSPP de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

## Article 4 : Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Chambéry.

Chambéry, le 24 AVR. 2020

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER